

L'INTERDICTION DE DIEUDONNE : UNE ENTREPRISE DE DIVERSION

CE SONT LES LICENCIEMENTS QU'IL FAUT INTERDIRE !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

16 JANVIER 2014

Valls en champion de la lutte antiraciste ? Lui qui voulait des « blancs, des white et des blancs » à Evry, lui qui se glorifie d'avoir expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy? Lui qui ne lésine pas sur les propos racistes à l'encontre des Roms qui selon lui « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie » ? Mais de qui se moque-t-on ? Les délires racistes de Dieudonné, ami intime de Jean-Marie Le Pen, doivent être combattus mais l'interdiction de ses spectacles ne sert pas à cela... elle pourrait même les renforcer !

En fait, le gouvernement met en place une entreprise de diversion pour qu'on ne parle plus des sujets qui peuvent dresser les travailleurs contre lui : le chômage et les nouveaux milliards de cadeaux au patronat, avec le « pacte de responsabilité » annoncé par Hollande. Pendant qu'on se focalise sur Dieudonné on oublie de s'affronter à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

DEUX FACES D'UNE MEME PIECE

Le raciste Valls vaut bien l'antisémite Dieudonné. Dire que les Juifs sont responsables de tous les maux est un grand classique de l'extrême droite. Mais nos ennemis, ce sont les dirigeants du CAC 40, ces 40 voleurs qui ont vu leurs salaires s'élever en moyenne à 3,48 millions d'euros annuels en 2013. Notre ennemi, c'est ce gouvernement qui est à leur service. Et tous ceux qui veulent détourner notre colère de nos véritables ennemis sont de fait les complices de ceux qui nous exploitent. Le racisme est une arme au service des patrons pour diviser les travailleurs. Ce qui remet en cause le système établi, c'est lorsque ceux qui produisent les richesses – quelle que soit leur nationalité ou religion n'acceptent plus les règles du jeu du capitalisme. En particulier, le racket de la richesse produite par la majorité de salariés au profit d'une minorité d'actionnaires et de patrons. C'est lorsque nous contestons le pouvoir des capitalistes à tout décider, tout contrôler pour accroître leurs profits sur notre dos.

LA COLERE DES GOODYEAR EST LEGITIME

La violence n'est pas là où on veut nous la montrer. Oui, nous sommes du côté de ceux qui

occupent et séquestrent leurs patrons, lorsqu'ils voient leurs emplois partir en fumée. Car toutes ces boîtes qui ferment et licencient anéantissent des vies et des familles entières. A quoi bon avoir tous les pouvoirs comme aujourd'hui le PS, si cela ne sert qu'à protéger des corrompus comme Dassault en refusant de lever son immunité parlementaire. Si le gouvernement voulait protéger les salariés, c'est l'interdiction des licenciements qu'il déciderait !



NOUS NE POUVONS COMPTER QUE SUR NOUS-MEMES

La CGT d'Arcelor Florange appelle à rejoindre les Goodyear à Amiens pour manifester vendredi. Tout ce qui est un pas vers la convergence est un pas qui va dans le bon sens. Pour imposer l'interdiction des licenciements, il faudra que tous ceux qui résistent aujourd'hui séparément pour défendre leurs emplois, s'opposer aux suppressions de postes et à la casse de la Sécurité sociale, convergent dans un mouvement d'ensemble.

Cela implique que tous ceux qui militent pour cela tissent des liens, se mettent en réseau, pour combattre l'isolement. Et cela d'autant plus que les directions syndicales sont bien silencieuses. Si une journée de grève interprofessionnelle est finalement lancée le 6 février, il faudra s'en saisir comme une première étape pour atteindre cet objectif et s'affronter à la politique du gouvernement et du patronat.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, acts, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



SOVAB : UN CAMOUFLET POUR L'ACCORD COMPÉTITIVITÉ RENAULT

Les salariés de la SOVAB ont gagné une première manche ! La cour d'appel de Versailles vient d'ordonner un amendement à l'accord de compétitivité Renault tel que l'avaient signé direction et quelques syndicats. Le tribunal avait été saisi par la fédération de la métallurgie CGT suite aux actions de l'intersyndicale CGT SUD CFTC à la SOVAB Batilly, une filiale Renault produisant des véhicules utilitaires.

La direction Renault avait voulu imposer l'application de l'accord anti social de compétitivité à cette filiale SOVAB, alors que celui-ci était moins favorable, en terme de temps de travail, que les dispositions en vigueur dans l'usine. Elle s'appuyait sur une phrase de l'accord selon laquelle l'accord devait partout s'appliquer « de plein droit ». Cette phrase a été jugée illégale par la cour d'appel de Versailles confirmant qu'il est interdit d'appliquer de plein droit des dispositions moins favorables aux salariés que celles existantes..

Camouflet pour la direction Renault, mais aussi pour les syndicats signataires qui avaient accepté de céder au bon plaisir de la direction.

Cette victoire juridique ne règle pas tout, mais c'est une vraie victoire limitant les possibilités d'action de la direction de Renault. Ce jugement doit faire jurisprudence, popularisons-le ! C'est une aide précieuse aux luttes qui ont déjà commencé, à l'exemple de la SOVAB de Batilly, pour s'opposer à l'application de l'accord de compétitivité Renault.

LE CHIFFRE : + 524

C'est, en milliards de dollars, l'augmentation en 2013 de la richesse des 300 plus grandes fortunes mondiales, qui pèsent maintenant 3700 milliards de dollars (+16%). Mme Bettencourt est au 15^{ème} rang mondial, avec seulement 33,4 milliards (+7,3 milliards). La crise ? On est tous dans le même bateau, qu'ils nous disent !

AYRAULT ET HOLLANDE ROULENT POUR LE MEDEF

3 millions de salariés (soit 13 %) touchaient le SMIC au 1^{er} janvier 2014. C'est un demi-million de plus en un an (chiffres du Ministère du Travail). La hausse du SMIC est de 1,1% (10 centimes de l'heure) au 1^{er} janvier 2014, sans «Coup de pouce » du gouvernement Ayrault, qui pourtant a accordé 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux entreprises. Mais c'est trop pour le Medef, qui s'insurge de la « hausse du coût du travail ». Des milliards pour une minorité, quelques centimes pour la majorité !

GOODYEAR, LE VANDALE, C'EST TAYLOR

Taylor, c'est le patron de Titan, l'éventuel repreneur de Goodyear, qui avait traité les militants CGT de « timbrés » et affirmé qu'à Amiens les « soi-disant ouvriers » ont « une heure pour leur pause et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures ».

Il récidive aujourd'hui en traitant de « mabouls » et de « pirates » les salariés qui se battent jusqu'au bout

contre la liquidation de leur travail, leur seul moyen de vivre. Alors même qu'ils détruisent des milliers de vies de salariés, ces patrons assoiffés de profits, accusent les salariés d'être des vandales. Pendant ce temps le gouvernement parle de pacte de responsabilité avec le patronat. Son boulot devrait être plutôt d'interdire les licenciements, de réquisitionner les entreprises liquidées par des patrons sans foi ni loi autre que celle du profit. Mais d'Amiens à Marseille où se battent les salariés de la SNCM, le gouvernement est au mieux aux abonnés absents au pire reconnaît la nécessité de ces restructurations destructrices d'emplois.

Leur lutte est légitime. C'est leur avenir qui est séquestré par la politique des patrons. La solidarité doit s'organiser, la mobilisation se construire contre tous les licenciements, contre toutes les suppressions de poste de travail. **Rassemblement de solidarité le 17 janvier à Amiens devant l'usine**

LE MUR DU SON DES PROFITS

EADS, dont Airbus est une filiale, vient d'annoncer la suppression de 5 800 emplois. Le groupe aéronautique ne fait même pas semblant d'avoir des difficultés pour se justifier : il annonce que l'enjeu de cette décision est de faire passer le rentabilité de 4 à 10 %.

C'est à dire que les patrons veulent gratter deux fois plus que ce qu'ils gagnent déjà pour la même somme de capital investi. Face à ces patrons voyous qui s'assument comme tels, opposons à leur recherche de compétitivité notre combativité. Tous ensemble, exigeons l'interdiction des licenciements

GENERAL MOTORS A EMPOCHE 90 MILLIONS D'EUROS EN QUITTANT PSA

En mars 2012, GM avait déboursé 304 millions d'euros pour acheter 7 % des actions de PSA, à 8,27€ l'action. La revente aujourd'hui au prix du marché lui assure une plus-value proche de 90 millions. Le champ est libre pour la négociation avec le constructeur Dongfeng. Tout ça bien sûr sur le dos des salariés, en programmant la fermeture d'une chaîne sur deux aux usines de Poissy et de Mulhouse. Ceux qui font ainsi valser les milliards créés par notre travail doivent être expropriés, et les 2,5 milliards de la fortune de la famille Peugeot planqués en Suisse récupérés.

CONTRE LES LICENCIEMENTS AU DELÀ DES FRONTIÈRES

Contre la fermeture annoncée de leur usine, une quarantaine d'ouvriers de l'usine dijonnaise de l'équipementier automobile américain TRW (sous-traitant de PSA et Renault) ont passé trois jours sur les sites polonais du groupe où une partie de leur activité a été délocalisée. Ils ont fait le voyage pour manifester leur «solidarité» avec les collègues polonais. Ils se sont également rendu au siège en Grande-Bretagne avec les syndicalistes britanniques, allemands et belges. Un bel exemple de convergence internationale.

Pour nous contacter :

Tél : 06 82 44 28 63 - Mail : npa.perche@gmail.com

